

## Newsletter - Mars 2010

Après presque deux ans de crise financière puis économique, que peut-on dire de l'avenir proche ?

La prudence reste de mise. Pendant cette période tourmentée, les entreprises –surtout celles qui sont cotées- ont principalement axé leur stratégie sur la réduction des coûts et la gestion du cash, notamment du free cash-flow. Celles qui ne l'ont pas fait ou ont préféré coûte que coûte tenir une politique de « maintien » des capacités doivent probablement le regretter si elles ne sont pas déjà en difficulté. La crise sera longue et il convient de ne pas anticiper trop tôt la reprise. Priorité donc à un ajustement des moyens (l'offre) à la demande présente du marché.

Sur le terrain des fusions-acquisitions, rien n'est encore reparti. Certes, quelques opérations de grande envergure (Kraft-Cadbury, ...) ont tenu l'affiche, mais elles sont en fait très peu nombreuses. Les entreprises sont réticentes à demander de l'argent à leur banquier, qui n'est de toute façon accordé qu'au compte-gouttes, bien que les banques s'en défendent officiellement. Par contre, celles qui ont du cash ou des ressources financières accessibles peuvent et doivent les utiliser, d'autant que cet argent ne rapporte rien en ce moment. La période est donc propice, notamment pour les PME, à effectuer une acquisition présentant des complémentarités de produits, des synergies et/ou des ouvertures de marchés : nouveaux pays, nouveaux clients ; tout en évitant si possible de reprendre des moyens de production supplémentaires, en tout cas pas avant d'avoir saturé ceux existant.

Certes le crédit bancaire est limité, mais les taux vont rester bas encore un bon moment, probablement un an. Au-delà, les banquiers centraux –en premier lieu la BCE pour la zone euro- vont commencer à relever les taux et résorber l'excès de liquidités injectées dans l'économie pour surmonter la crise. De leur côté, les états devront, dès cette année 2010, prendre des mesures de résorption des déficits publics, bien que leurs marges de manœuvre soient faibles. Il ne s'agit pas d'une opération brutale-sauf pour des pays absolument nécessaires comme la Grèce- mais de quelque chose à manœuvrer doucement (mais fermement), tant est délicate l'acceptation économique et sociale de mesures de restriction.

François-Marie Valentin